



RAPPORT ACAT-FRANCE 2021



Un monde tortionnaire

ÉGYPTE



CARTE D'IDENTITÉ

CAPITALE : LE CAIRE

FORME DE L'ÉTAT : RÉPUBLIQUE

DIRIGEANT : ABDEL FATTAH AL-SISSI, DEPUIS JUIN 2014

NOMBRE D'HABITANTS :
106 437 241 HABITANTS (2021)

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN : 0,700 (116^e EN 2019)

TAUX DE PAUVRETÉ :
32,5 % (2019)

TAUX D'ALPHABÉTISATION :
74 % (2008-2012)

- Manifestations antigouvernementales les 20 et 21 septembre 2019 ayant donné lieu à des milliers d'arrestations par les forces de sécurité
- Répression du 14 août 2013 places Rabaa al-Adaouïa et Al-Nahda, entre 800 et 1 000 morts selon les ONG

CHIFFRES CLEFS

Le printemps arabe égyptien, c'est :

890

morts (dont **26** policiers).
Source : Commission d'enquête sur la révolution

9 000

manifestants blessés.
Source : Commission d'enquête sur la révolution

8 071

condamnations de manifestants par la juridiction militaire.
Source : Human Rights Watch.

L'ÉGYPTE D'AL-SISSI – COMMENT UN POUVOIR AUTORITAIRE A PU S'IMPOSER APRÈS LE PRINTEMPS ARABE

PAR ELIAS GEOFFROY, responsable Programme et plaidoyer Afrique du Nord et Moyen-Orient de l'ACAT-France

Alors que nous marquons les dix ans des printemps arabes, il est particulièrement intéressant d'opérer un retour sur l'expérience égyptienne, notamment sur la période comprise entre 2011 - avec la chute de Hosni Moubarak - et 2014 - avec l'élection du maréchal Al-Sissi à la présidence. Plus récemment, le pays a également connu un bref mouvement de contestation les 20 et 21 septembre 2019 qui, bien que limité en durée et en mobilisation, témoigne de la fragilité de la situation politique en Égypte et du mécontentement grandissant dans le pays malgré une répression tous azimuts.

L'Égypte a connu successivement deux tendances contradictoires. Après les mouvements populaires prodémocratie de la révolution du 25 janvier 2011, le pays a vu la montée en puissance d'un mouvement populiste¹ qui a porté au pouvoir le général Al-Sissi après le coup d'État militaire du 3 juillet 2013. Cette prise de pouvoir, présentée comme populaire par certains, s'est soldée par le massacre de la place Rabaa al-Adaouïa et de la place Al-Nahda le 14 août 2013 qui a fait au moins huit cents morts chez les manifestants pro-Morsi.

La répression féroce qui s'exerce depuis la prise de pouvoir d'Al-Sissi caractérise la politique autoritaire du nouveau régime tout en étant précisément l'élément qui pourrait *in fine* déclencher un nouveau mouvement populaire de masse. Le rôle de l'armée dans le régime actuel est un autre facteur d'instabilité, car derrière le leadership apparemment incontesté du président Abdel Fattah al-Sissi, des fractures et des tensions apparaissent régulièrement au sein de l'armée². Son rôle durant la période transitoire entre février 2011 et juin 2014 est essentiel pour comprendre comment l'Égypte est passée de la chute du régime de Hosni Moubarak à l'établissement d'un régime militaire des plus répressifs.

L'ARMÉE ET LES FRÈRES MUSULMANS, GRANDS GAGNANTS DE LA RÉVOLUTION

La révolution du 25 janvier 2011 est la conséquence d'une accumulation de facteurs : inégalités sociales croissantes et corruption au niveau de l'élite économique et politique, développement de nouveaux médias et réseaux sociaux, mouvements sociaux préexistants contre la violence policière, système politique verrouillé et clientéliste. C'est finalement l'abandon de Hosni Moubarak par le Conseil suprême des forces armées (CSFA) le 11 février 2011 qui permit de faire tomber le président honni, ce même conseil assumant la transition.

Pour la première fois depuis le coup d'État des officiers libres dirigé par Nasser en 1952, les militaires se retrouvent au premier plan, en exerçant directement le pouvoir.

Si tous les présidents depuis 1952 sont issus de l'establishment militaire, leur position les oblige à se détacher partiellement de l'armée pour étendre leur influence et leur allégeance au-delà de ce seul cercle³. Pour autant, les présidents successifs ont toujours cherché à s'assurer la fidélité de l'institution militaire, cette dernière faisant en sorte que les présidents soient issus de son cercle et que ses intérêts soient sauvegardés. C'est probablement parce que ce pacte était menacé par la montée en puissance de Gamal Moubarak, le fils cadet de Hosni Moubarak, perçu comme potentiel successeur, et, qu'avec lui arriverait une nouvelle élite économique, que l'armée a finalement estimé qu'il était dans son intérêt de se débarrasser du président et de sa famille lors de la révolution du 25 janvier 2011⁴.

La chute de Moubarak laisse le champ libre aux deux seules forces structurées : l'armée et les Frères musulmans. L'armée a comme objectif de garantir ses intérêts et prérogatives⁵ tandis que les Frères musulmans estiment que la mise en place d'élections libres leur permettrait de gagner le pouvoir qui leur revient au vu, selon eux, de leur implantation et de leur popularité au sein de la société. Les deux acteurs n'ont pas intérêt à changer en profondeur le fonctionnement de l'État. Ils perçoivent très vite dans l'autre à la fois un allié et un concurrent, et tous deux entrent dans un singulier jeu d'alliance⁶ et de mise sous pression pendant la période transitionnelle qui aboutira à la destitution du président élu Morsi et à la répression sanglante consécutive à l'été 2013, avec l'écrasement des Frères musulmans par les militaires.

Immédiatement après la chute de Moubarak, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) dissout le Parlement, suspend la Constitution, contrôlant ainsi les pouvoirs exécutif et législatif et s'assurant la maîtrise du calendrier politique pour protéger au mieux ses prérogatives et intérêts (poids dans l'économie du pays, autonomie sur les affaires militaires et leur budget, possibilité de veto ou d'intervenir dans les affaires politiques, etc.). Pendant l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle en juin 2012, une nouvelle déclaration constitutionnelle du CSFA va même jusqu'à suspendre le Parlement élu au début de l'année, sur la base d'une décision de la Cour suprême constitutionnelle invalidant un tiers des députés élus, et s'octroyant par la même occasion le pouvoir législatif tout en se garantissant un droit de veto sur le travail de l'assemblée constitutionnelle⁷. Pendant toute la période où le CSFA assure la tête de l'exécutif (février 2011-juin 2012), il est en première ligne et, de ce fait, rapidement identifié par les mouvements révolutionnaires et prodémocratie comme un acteur opposé aux buts de la révolution. À plusieurs occasions, l'armée s'oppose aux manifestants, soit directement via la police militaire ou les forces armées, soit à travers la force de police paramilitaire en charge du maintien de l'ordre, occasionnant la mort de nombreuses personnes et faisant des blessés.

UNE ARMÉE EN EMBUSCADE, FACE AU PRÉSIDENT MORSI

De son côté, le jeu ambivalent des Frères musulmans fragilise le front révolutionnaire face au pouvoir militaire. Le parti islamiste est vite perçu comme cherchant son intérêt propre, même si les débats en interne sont nombreux et les avis divergents sur la stratégie à adopter dans la conquête du pouvoir. Cela étant, le parti peut légitimement compter sur sa victoire aux élections parlementaires comme à la présidentielle. En même

temps, le mouvement des Frères musulmans a bien conscience du risque d'une trop grande hégémonie dans une Égypte en crise à tous les niveaux. Le parti annonce même initialement qu'il ne cherchera pas à trop pousser son avantage lors des élections parlementaires ou qu'il ne présentera pas de candidat à la présidentielle. Finalement, aucune de ces deux promesses ne sera tenue : les Frères musulmans remportent 47 % des sièges, constituant un bloc islamiste de près de 70 % des voix avec les 22 % obtenus par les salafistes, et le parti islamiste présente finalement Mohamed Morsi comme candidat à la présidentielle qu'il gagne en juin 2012.

L'arrivée de Morsi à la présidence est marquée par un large nettoyage au sein de l'institution militaire avec la démission, le renvoi ou la mise à la retraite de cadres militaires et sécuritaires. La mise à la retraite du maréchal Tantaoui et du chef de l'état-major Sami Adnan entraîne un changement radical parmi les leaders de l'armée et dans la composition du CSFA. La nouvelle figure émergeant de l'institution militaire est le général Abdel Fattah al-Sissi, perçu comme proche de Morsi dans l'institution militaire à cause de sa religiosité et de sa relative jeunesse au sein de l'institution militaire. Il prend la tête du CSFA et devient ministre de la Défense. Les militaires semblent avoir perdu le bras de fer et accepter finalement de limiter leur rôle politique en laissant le pouvoir civil assumer la direction de l'État⁸.

Ce changement permet en réalité à l'armée de se mettre en retrait, Morsi et les Frères musulmans passant alors sur le devant de la scène. Les tensions entre les partis et mouvements prorévolution, laïcs et libéraux, d'une part, et les Frères musulmans et leurs alliés, d'autre part, s'accroissent sous la présidence de Morsi. On reproche aux Frères musulmans de vouloir pénétrer et contrôler les rouages de l'État⁹ plutôt que de mener un processus de réforme et de démocratisation. Enfin, certains leur prêtent l'intention secrète d'établir un régime islamique, ce qui permet aux militaires de compter notamment sur le soutien de la minorité copte, des élites économiques et de certains militants politiques laïcs. Comme lors de la chute de Moubarak, le CSFA s'appuie sur des manifestations massives anti-Morsi pour justifier le coup d'État contre Morsi en juillet 2013.

UNE ARMÉE POPULAIRE À LA TOUTE-PUISSANCE RÉAFFIRMÉE

L'armée avec Al-Sissi a ainsi su profiter de l'opposition croissante contre Morsi pour revêtir à nouveau l'habit de sauveur et de gardien de la nation. Depuis la prise de pouvoir de Nasser, l'armée tient en effet une place particulière dans l'imaginaire de la société égyptienne. Elle est perçue comme étant à l'origine de la fondation de l'Égypte moderne et sa garante. Elle est également présentée comme l'alliée du peuple, celle qui le protège des ennemis extérieurs (Israël et les puissances impérialistes) et intérieurs, qu'il s'agisse des « tyrans » (le roi Farouk, Moubarak, Morsi) ou du terrorisme. Pour justifier son statut, Al-Sissi réinvestit ainsi l'imaginaire nassérien encore largement rassembleur et mobilisateur, ce qui lui confère une légitimité populaire. Comme Nasser, il débarrasse le peuple d'un pouvoir honni, il lutte contre le projet islamiste des Frères musulmans, et garantit que l'armée sera l'institution la plus à même de répondre efficacement au besoin du peuple en apportant stabilité et prospérité. Il incarne le leader issu de l'armée au service du peuple¹⁰.

Pour mieux asseoir son autorité et sa légitimité, le régime d'Al-Sissi s'est aussi appuyé sur la grande lassitude de la société égyptienne qui ne connaît que des crises politiques depuis trois ans. Pour beaucoup d'Égyptiens, la révolution de 2011 n'a rien apporté de positif, au contraire. En plus d'une crise politique et sécuritaire, le pays continue de connaître une dégradation sociale et économique sans précédent, au point de faire regretter à certains la période de Mubarak, alors que c'est principalement pour ces mêmes raisons que le mouvement révolutionnaire a commencé en 2011¹¹. Mais c'est surtout l'idéal démocratique qui s'efface¹² au profit du retour à une vision plus paternaliste et verticale du pouvoir, avec l'image du leader issu de l'armée comme seul capable de remettre le pays sur les rails. Il devient alors plus courant d'entendre, le plus souvent par résignation ou sentiment de désillusion, que la démocratie n'est pas faite pour le peuple arabe ou pour l'Égypte¹³, et que le pays n'est pas encore prêt pour une transition vers un système démocratique ou qu'il ne peut fonctionner qu'en obéissant à un leader populaire.

Cette image du sauveur de la nation est d'autant plus présente qu'Al-Sissi avec l'armée apparaît comme le seul acteur capable de lutter efficacement contre le terrorisme qui a explosé depuis le renversement de Morsi et le massacre de Rabaa. Le régime militaire utilise d'ailleurs une stratégie pernicieuse. Si le danger terroriste préexistait au coup d'État de 2013, il augmente de manière exponentielle après celui-ci¹⁴. Le régime alimente lui-même cette tendance en déclarant officiellement, en décembre 2013, les Frères musulmans organisation terroriste et en arrêtant par milliers ses membres et sympathisants. L'emprisonnement de milliers de militants de la mouvance des Frères musulmans et le climat de répression généralisée ont transformé les prisons égyptiennes en véritables centres de recrutement pour les groupes djihadistes¹⁵. De nombreux jeunes militants des Frères musulmans ont également eu recours à la violence, estimant qu'il s'agissait d'une réponse légitime à l'agression commise par le régime militaire, sans que l'on puisse qualifier pour autant leur idéologie de djihadiste, mais plutôt de résistance à un régime militaire, avec une coloration islamiste¹⁶.

En résumé, les forces laïques et libérales anti-Morsi ont pour beaucoup cédé à la tentation de former une alliance avec l'institution militaire lors de la chute de Morsi, même si plusieurs ont pris leur distance à la suite du massacre de Rabaa¹⁷. Mais une fois les Frères musulmans réprimés, enfermés ou exilés, les espoirs d'un retour démocratique ont disparu avec l'élection d'Al-Sissi en mai 2014. La prise en main des leviers politiques, sécuritaires, économiques et médiatiques du pays a en effet permis à l'armée d'imposer son projet : mouvements révolutionnaires et libéraux vite marginalisés, militants emprisonnés, médias surveillés et sommés de porter le message de l'armée. Un seul candidat concourt en 2014 contre Al-Sissi ; ce dernier gagne les élections avec un score écrasant de 97 % des voix et réitérera la même opération en 2018.

De son côté, la communauté internationale ne s'oppose pas à cette prise de pouvoir, le régime mettant en avant son projet stabilisateur – voire conservateur – dans une région en plein chaos où les puissances occidentales privilégient la sécurité aux autres considérations.

1. Alaa Bayoumi, « Tyranny grants populism new life in Egypt », *The New Arab*, 23 août 2017, <https://english.alaraby.co.uk/english/comment/2017/8/23/tyranny-grants-populism-new-life-in-egypt>
2. Baudoin Long, « Pourquoi le président Abdel Fattah al-Sissi a peur », *Orient XXI*, 26 mars 2018, <https://orientxxi.info/magazine/pourquoi-le-president-abdel-fattah-al-sissi-a-peur,2363>
3. Risa Brooks, *Understanding Shifts in Egyptian Civil-Military Relations: Lessons from the Past and Present*, DCAF, 2015, p. 7, <https://marsad-egypt.info/en/publication/understanding-shifts-in-egyptian-civil-military-relations-lessons-from-the-past-and-present/>
4. Ibid, p. 17, <https://marsad-egypt.info/en/publication/understanding-shifts-in-egyptian-civil-military-relations-lessons-from-the-past-and-present/>
5. Ibid, p. 21, <https://marsad-egypt.info/en/publication/understanding-shifts-in-egyptian-civil-military-relations-lessons-from-the-past-and-present/>
6. Sherif Tarek, « Egypt's Muslim Brotherhood and ruling military: Deal or no deal? » *Ahram Online*, 28 September 2011, <https://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/22042/Egypt/Politics-/Egypys-Muslim-Brotherhood-and-ruling-military-Deal.aspx>
7. Evan Hill, « Background: SCAF's last-minute power grab », *Al Jazeera*, 18 juin 2012, aljazeera.com/news/2012/6/18/background-scafs-last-minute-power-grab
8. Risa Brooks, *Understanding Shifts in Egyptian Civil-Military Relations: Lessons from the Past and Present*, DCAF, 2015, page 23, <https://marsad-egypt.info/en/publication/understanding-shifts-in-egyptian-civil-military-relations-lessons-from-the-past-and-present/>.
9. Patrick Kingsley, « Egypt's Mohamed Morsi appoints hardline Islamist to govern Luxor », *The Guardian*, 17 juin 2013, <https://www.theguardian.com/world/2013/jun/17/morsi-appoints-islamist-governor-luxor>
10. Dina Shehata, « Sixty Years of Egyptian Politics: What Has Changed? » *The Cairo Review of Global Affairs*, printemps 2018, www.thecairoreview.com/essays/sixty-years-of-egyptian-politics-what-has-changed/
11. Mohamed Younis, « Egyptians See Life Worse Now Than Before Mubarak's Fall », Gallup, 16 août 2013, <https://news.gallup.com/poll/164015/egyptians-life-worse-mubarak-fall.aspx>
12. Mohamed Younis, « Egyptians' Views of Government Crashed Before Overthrow », Gallup, 2 août 2013, <https://news.gallup.com/poll/163796/egyptian-views-government-crashed-overthrow.aspx>
13. Daniel Tavara, « Egypt Five Years after the Uprisings » *Arab Barometer*, 20 juillet 2012, www.arabbarometer.org/wp-content/uploads/Egypt_Public_Opinion_Survey_2016.pdf
14. Allison McManus et Jake Greene, « Egypt's Mainland Terrorism Landscape » *The Tahrir Institute for Middle East Policy*, 6 juillet 2016, <https://timep.org/commentary/analysis/egypts-mainland-terrorism-landscape/>
15. Brian Dooley, « Like a Fire in a Forest: ISIS Recruitment in Egypt's Prisons » *Human Rights First*, 25 février 2019, www.humanrightsfirst.org/resource/fire-forest-isis-recruitment-egypt-s-prisons
16. « We need to talk about Egypt: how brutal 'counter-terrorism' is failing Egypt and its allies », *Safeworld*, octobre 2017, www.saferworld.org.uk/long-reads/we-need-to-talk-about-egypt-how-brutal-a-counter-terrorism-is-failing-egypt-and-its-allies
17. « Le vice-président Mohamed El-Baradei démissionne », *Le Temps*, 14 août 2013, www.letemps.ch/monde/vicepresident-mohamed-el-baradei-demissionne.

Ce rapport est consultable dans son intégralité sur le site www.acatfrance.fr

Dépôt légal 2021

ISSN 2115-4074 (Imprimé)

ISSN 2267-1374 (En ligne)

Impression | Corlet imprimeur 360°, 14110 Condé-sur-Noireau



Juin 2021

ACAT-France | Action des chrétiens pour l'abolition de la torture
7, rue Georges Lardennois, 75019 Paris

ACAT

avec le soutien financier de



Fondation ACAT
pour la dignité humaine

Un monde tortionnaire

En 2021, la torture est pratiquée dans un pays sur deux, qu'ils soient autocratiques ou démocratiques. Tous les jours, des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants parfois, sont livrés à l'omnipotence de bourreaux. Tous les jours, les tortionnaires et ceux qui les dirigent s'efforcent de réduire au silence défenseurs des droits, opposants, journalistes ou avocats. Tous les jours, ils terrorisent les membres de minorités ethniques, religieuses ou sexuelles. Ils intimident des personnes pour obtenir des renseignements, ou des prisonniers de droit commun pour leur soutirer des aveux sous la contrainte.

Le rapport 2021 *Un monde tortionnaire* complète l'analyse développée par l'ACAT-France dans les éditions antérieures. Il documente la réalité des pratiques tortionnaires dans plusieurs pays du monde, tout en poursuivant l'éclairage historique, politique, psychologique et culturel de ce phénomène. Il analyse les causes de la persistance du phénomène tortionnaire quarante-cinq ans après l'entrée en vigueur du Pacte international relatif aux droits civils et politiques - et des autres textes adoptés à sa suite - visant à lutter contre la torture, avec cette question essentielle : comment concevoir que la torture puisse être à la fois condamnée quasi universellement, sur le plan juridique comme éthique, et néanmoins quotidiennement pratiquée à une si vaste échelle ? Il confirme « *la tendance mondiale d'acceptation des pratiques de torture et mauvais traitements, notamment sous des prétextes de sécurité nationale et de protection des sociétés* » comme le souligne Nils Melzer, rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, dans l'avant-propos de ce rapport.

Après une première partie consacrée à une radiographie des sociétés, ce rapport présente les recommandations des experts pour les guérir, notamment à travers l'écoute et la reconnaissance des victimes, le renforcement et la restauration du droit et de la justice.

Préfacée par Régis Brillat, secrétaire exécutif du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, cette édition livre également, dans la postface du frère Xavier Plassat, op, coordinateur de la campagne de la Commission pastorale de la terre contre le travail esclave au Brésil, un témoignage poignant sur Tito de Alencar, frère dominicain, victime de l'œuvre destructrice de la torture qui l'aura hanté jusqu'au bout.

Outil de documentation et de plaidoyer, cet ouvrage constitue le sixième volet d'une encyclopédie du phénomène tortionnaire. Ce rapport est consultable dans son intégralité sur notre site internet.

L'ACAT-France est une ONG œcuménique créée en 1974 afin de lutter contre la torture. Elle œuvre également pour l'abolition de la peine de mort et pour la défense du droit d'asile.

12 €

ACAT
france



Fondation ACAT
pour la dignité humaine